

"Turquie: l'alliance ou le choc" dans Libération (20 décembre 2004)

Légende: Le 20 décembre 2004, au lendemain du Conseil européen de Bruxelles des 16 et 17 décembre, Josep Fontelles Borrell, président du Parlement européen, exprime dans les colonnes du quotidien français Libération la position de l'Assemblée en ce qui concerne l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Source: Libération. 20.12.2004. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"turquie_1_alliance_ou_le_choc"_dans_liberation_20_decembre_2004-fr-234893c1-86b3-4329-9f94-e2876ff5b9ad.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

L'adhésion de l'Etat turc à l'UE pose la question de l'ambition politique de l'Europe.

Turquie: l'alliance ou le choc

Le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie, pays candidat depuis 1999. Le 15 décembre, le Parlement européen s'y est déclaré favorable à une large majorité (407 voix pour, 262 contre et 29 abstentions). Nous vivons un moment historique. La Turquie, à cheval entre l'Europe et l'Asie, à la croisée de tous les chemins de l'histoire, n'est pas un pays candidat comme les autres. Son adhésion future, ou non, à l'Union européenne ne sera pas sans conséquences pour ce «choc» de civilisations que certains s'efforcent de provoquer ou pour l'«alliance» de civilisations que nous sommes nombreux à appeler de nos vœux, car nous y voyons une garantie de paix et de progrès partagé. La question turque divise les Européens. Ils s'interrogent sur les limites géographique, historique et politique de l'Europe. Longtemps, nous avons fui cette question. L'existence du bloc soviétique était là pour répondre à notre place. Le rideau de fer nous a imposé nos frontières. Sa disparition nous oblige à choisir le niveau d'ambition de l'Union. Certains la veulent de plus en plus étroite alors que d'autres la souhaitent de plus en plus large. Alors même que nous cherchons une réponse à ces questions, la Turquie se trouve placée au cœur d'un débat passionné sur notre continent, débat dans lequel le Parlement européen a beaucoup à dire. Au bout du chemin, et nous savons que la route sera longue, son accord sera indispensable pour que l'adhésion se réalise. Les citoyens européens doivent le savoir.

Au cours de ma récente visite en Turquie, à Ankara, Istanbul et Diyarbakir, j'ai pu constater jusqu'à quel point il est impératif de combattre les stéréotypes, les caricatures et les malentendus historiques de part et d'autre. Que savons-nous en réalité les uns des autres? En Europe, certains redoutent une nouvelle invasion turque, cette fois sans cimenteries ni janissaires, mais par la simple force de la démographie. En Turquie, certains mots comme «Chypre» ou «Kurdistan» suscitent dans certaines franges de l'opinion publique - je l'ai vérifié par moi-même - passion, polémique et colère.

Tout au long de mon séjour j'ai pu constater le degré d'implication de la société turque dans ce processus. Tous mes interlocuteurs au sein des milieux politiques, du monde syndical, des organisations patronales, des défenseurs des droits de l'homme et des représentants des institutions religieuses avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir, tous, partagent cette même volonté européenne de la Turquie.

Certes, certains secteurs, les plus réactionnaires ou les plus nostalgiques, rejettent une adhésion future à l'UE. En revanche, les forces politiques les plus progressistes de Turquie appuient, elles, avec la plus grande détermination le lancement des négociations d'adhésion. Elles savent qu'à défaut les réformes s'arrêteraient et le pays pourrait même reculer. Pour les Kurdes en particulier, c'est la seule garantie pour mettre un terme à la violence et voir leur identité reconnue. Quoi qu'il en soit, nous devons tous être bien conscients que l'ouverture de négociations est le début d'un long processus qui ne conduit pas automatiquement à l'adhésion. Pour le Parlement européen, c'est l'objectif unique et ultime des négociations, mais rien ni personne ne peut garantir qu'il sera atteint. En effet, cela dépendra des efforts accomplis par chacune des deux parties.

En outre, le PE considère que certaines conditions doivent être posées dans ce processus de négociation. Au cas où des violations graves des droits fondamentaux se produiraient, une suspension des négociations pourrait être décidée. Force est de reconnaître que depuis cinq ans, la Turquie a fait de grands progrès et procédé à des réformes majeures, mais beaucoup reste à faire; beaucoup plus qu'elle ne le croit elle-même. Il suffit de rappeler que les négociations avec mon propre pays, l'Espagne, ont duré onze ans et que la Pologne n'a adhéré que quinze ans après la chute du mur de Berlin.

Malgré l'exigence de l'unanimité au sein du Conseil pour que des négociations soient entamées, la question turque suscite beaucoup de méfiance dans plusieurs Etats membres. La singularité de la Turquie et le fait que sa population est majoritairement musulmane sont parmi les arguments le plus souvent entendus. Or, il n'est pas moins certain que l'Etat turc est depuis sa fondation un Etat laïc et qu'il apporte la meilleure preuve qui soit de la compatibilité entre Islam et démocratie. Aussi, quel que soit le résultat du processus qui s'ouvre aujourd'hui, il est essentiel de bien faire comprendre que l'UE ne définit pas ses frontières en fonction du

«choc des civilisations» et que, s'agissant de l'adhésion de la Turquie, il n'y a pas de frontières d'ordre religieux. L'Europe n'est pas et ne saurait être un club chrétien et la Turquie ne doit pas être rejetée parce que sa population est majoritairement musulmane.

Notre idée de l'Europe est celle d'une union fondée sur des valeurs universelles comme la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les conditions d'adhésion de la Turquie dans l'UE. Nous savons que la question turque nous oblige à nous demander quelle ambition politique nous voulons pour l'Europe. Sur ce point, qu'il me soit permis d'être tout à fait clair: l'entrée de la Turquie ne doit pas nous conduire à renoncer à faire de l'Union un acteur politique sur la scène internationale, mais tout au contraire à renforcer cette grande ambition.

Pour certains, c'est impossible: l'entrée de la Turquie dans l'UE serait une dénaturation définitive de la raison d'être de l'Union et annihilerait sa capacité à peser sur le monde à travers une politique extérieure commune. Pour d'autres en revanche, elle est indispensable pour permettre à l'Europe de jouer un rôle mondial en nouant avec le monde islamique une relation radicalement différente de celle que les Etats-Unis ont établie au Moyen-Orient.

D'autre part, et ce n'est pas moins important, la question de la Turquie soulève une autre série de questions plus «prosaïques»: sa grande taille, son poids démographique, la pauvreté persistante des régions rurales, ce qui impliquerait des subventions massives dans l'agriculture, une économie qui se ressent encore des crises qui ont entouré il y a quelques années la livre turque, etc. Et si en réalité tous nos doutes au sujet de la Turquie ne tenaient pas simplement au fait que c'est un pays très grand et très pauvre?

A l'orée du long chemin qui s'ouvre, le débat démocratique est fondamental. La question de la Turquie doit être une priorité du Parlement, parce que la relation avec le monde islamique constitue le problème majeur pour l'avenir de l'Europe.